



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Première session ordinaire
Rome, 25-27 février 2019

Distribution: générale	Point 8 de l'ordre du jour
Date: 15 février 2019	WFP/EB.1/2019/8-A/7
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Plan stratégique de pays – Nicaragua (2019-2023)

Durée	1 ^{er} avril 2019-31 décembre 2023
Coût total pour le PAM	68 370 439 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité femmes-hommes*	4

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

Au cours de la dernière décennie, le Nicaragua a connu une croissance économique et un développement social soutenus ainsi qu'une amélioration des indicateurs nutritionnels, ce qui en fait l'un des pays qui ont le plus réduit la faim dans la région. Toutefois, les catastrophes naturelles, le changement climatique, la pauvreté et la fragilité sociale et économique continuent de menacer la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables, en particulier dans les zones rurales et reculées. Des efforts ciblés et coordonnés sont donc nécessaires pour atteindre l'objectif de développement durable 2, la Faim zéro.

Dans le respect du plan national de développement humain du Nicaragua pour 2018-2021, le PAM aidera à accélérer les mesures visant à atteindre l'objectif Faim zéro. Le plan stratégique de pays quinquennal pour 2019-2023 a pour objectif de s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en favorisant des solutions à long terme à la faim. Parallèlement, compte tenu des niveaux persistants de pauvreté et de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire dans le pays, le PAM continuera d'apporter une aide directe afin que les personnes les plus vulnérables aient accès à une alimentation nutritive et adéquate, y compris en situation d'urgence. À cet égard, la valeur ajoutée du PAM réside dans sa capacité à mener ses opérations à l'intersection entre action humanitaire et aide au développement.

Coordonnateurs responsables:

M. M. Barreto
Directeur régional
Amérique latine et Caraïbes
courriel: miguel.barreto@wfp.org

Mme A. D'Aprile
Directrice de pays
courriel: antonella.daprile@wfp.org

Sur la base de l'examen stratégique national Faim zéro et des consultations menées avec les partenaires gouvernementaux, le plan stratégique de pays compte quatre effets directs stratégiques, qui visent à combler les lacunes liées à la faim constatées au Nicaragua.

- *Effet direct stratégique 1:* D'ici à 2023, les personnes dans les zones ciblées qui vivent dans la pauvreté ou sont vulnérables à l'insécurité alimentaire ont accès à une nourriture adéquate et nutritive tout au long de l'année.
- *Effet direct stratégique 2:* D'ici à 2023, les communautés vulnérables et les petits exploitants dans les zones ciblées bénéficient de systèmes alimentaires durables et disposent de capacités accrues pour faire face aux chocs, au changement climatique et aux risques naturels.
- *Effet direct stratégique 3:* D'ici à 2023, les institutions nationales disposent de capacités accrues pour faire progresser l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et incorporer des approches propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes dans les programmes, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif Faim zéro.
- *Effet direct stratégique 4:* Les populations touchées par des chocs ont accès à des aliments adéquats et nutritifs pendant et après une situation d'urgence.

Pour le PAM, le plan stratégique de pays représente une réorientation stratégique vers de nouveaux domaines de collaboration, parmi lesquels l'adaptation au changement climatique, le renforcement de la résilience et la recherche de l'égalité des genres pour favoriser l'élimination de la faim. Le PAM renforcera également les programmes nationaux de protection sociale et les systèmes de réduction des risques de catastrophe afin d'optimiser les interventions axées sur la sécurité alimentaire et la nutrition. La prise en compte des questions de nutrition sera un thème transversal dans toutes les activités, ce qui doit permettre d'assurer l'organisation d'interventions à dimension nutritionnelle.

Le plan stratégique de pays est aligné sur le Plan stratégique du PAM pour 2017-2021 et contribue à l'obtention des résultats stratégiques 1 sur l'accès à la nourriture, 4 sur les systèmes alimentaires durables et 5 sur le renforcement des capacités. Il aide le Nicaragua à atteindre les objectifs de développement durable 2 et 17, dans le cadre d'une approche de partenariat et de coordination avec le Gouvernement, les organismes des Nations Unies, les établissements universitaires et d'autres acteurs.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Nicaragua (2019-2023) (WFP/EB.1/2019/8-A/7), pour un coût total pour le PAM de 68 370 439 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. Pays d'Amérique centrale à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, le Nicaragua a progressé sur le plan du développement humain et a connu une croissance économique soutenue ces cinq dernières années, des progrès qui se sont accompagnés d'une réduction de la prévalence de la pauvreté, qui était d'environ 30 pour cent (29 pour cent chez les femmes et 31 pour cent chez les hommes) en 2014, et de l'extrême pauvreté, qui était de 8 pour cent (9 pour cent chez les hommes et 8 pour cent chez les femmes) la même année¹. Cela étant, le faible niveau des revenus, la prédominance de l'emploi informel, la fragilité économique et sociale, les inégalités de genre systémiques, le changement climatique et les catastrophes naturelles continuent de menacer la sécurité alimentaire. Le Nicaragua reste l'un des pays les plus pauvres de la région, la pauvreté touchant particulièrement les enfants de moins de 17 ans. Avec un coefficient de Gini de 0,47, le Nicaragua présente une répartition inégale des revenus et occupe le 124^{ème} rang, sur 189 pays, selon l'indice de développement humain de 2017. En outre, en raison d'une recrudescence de l'instabilité sociale, le pays est aujourd'hui confronté à un ralentissement économique qui risque d'aggraver la pauvreté et menace les moyens d'existence des personnes les plus vulnérables².
2. Avec 6,4 millions d'habitants (50 pour cent de femmes et de filles et 50 pour cent d'hommes et de garçons), le Nicaragua compte une importante population rurale qui représente 42 pour cent de la population totale. Les disparités entre les zones urbaines et les zones rurales sont fortes: environ 70 pour cent des pauvres vivent dans les zones rurales. Les communautés rurales dispersées et isolées sont confrontées à l'insuffisance des infrastructures et à un accès insuffisant à l'électricité, à l'eau et à l'assainissement. Les taux de pauvreté sont également élevés dans la région centrale et dans les régions autonomes de la Côte caraïbe nord et de la Côte caraïbe sud³. Les groupes autochtones, notamment les Mayagna, les Miskito, les Rama, les Créoles et les Garifuna, représentent 9 pour cent de la population et ont toujours souffert de niveaux de développement inférieurs⁴.
3. Le Nicaragua occupe aujourd'hui le sixième rang au titre de l'indice mondial des disparités entre hommes et femmes, grâce à l'amélioration de la participation des femmes à la vie politique et de leur accès à l'enseignement secondaire⁵. Toutefois, des problèmes subsistent en ce qui concerne la violence fondée sur le genre et l'autonomisation économique des femmes. Le Nicaragua présente également l'une des plus fortes prévalences de grossesses chez les adolescentes de la région Amérique latine et Caraïbes. Par conséquent, il se classe

¹ Instituto Nacional de Información de Desarrollo (INIDE – Institut national d'information sur le développement). 2014. *Encuesta de Medición de Nivel de Vida 2014*. Disponible à l'adresse: <https://www.ilo.org/surveydata/index.php/catalog/1618/study-description>. Une mise à jour de l'enquête sur le niveau de vie au Nicaragua montre que la prévalence de la pauvreté est tombée à 25 pour cent en 2016, mais aucune donnée ventilée par sexe et par âge n'est disponible. INIDE. 2016. *Reporte de Pobreza y Desigualdad*. Disponible à l'adresse: <http://www.inide.gob.ni/Emnv/Emnv17/Reporte%20de%20Pobreza%20y%20Desigualdad%20-%20EMNV%202016%20-%20Final.pdf>.

² Banque centrale du Nicaragua. 2018. *Presidente del BCN Expone Proyecciones económicas Actualizadas*. Disponible à l'adresse: https://www.bcn.gob.ni/divulgacion_prensa/notas/2018/noticia.php?nota=808.

³ INIDE. 2014. *Encuesta de Medición de Nivel de Vida 2014*. Disponible à l'adresse: <https://www.ilo.org/surveydata/index.php/catalog/1618/study-description>.

⁴ Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. 2010. *Indigenous Peoples in Latin America*. Disponible à l'adresse: <https://www.cepal.org/en/infografias/los-pueblos-indigenas-en-america-latina>.

⁵ Forum économique mondial. 2018. *The Global Gender Gap Report 2017*. Disponible à l'adresse: http://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2017.pdf.

au 106^{ème} rang selon l'indice d'inégalité de genre⁶. En outre, 37 pour cent des ménages sont dirigés par des femmes, ce qui a des répercussions sur le travail rémunéré et non rémunéré des femmes et alourdit les responsabilités économiques et familiales de celles-ci.

4. Situé dans une zone fort exposée aux catastrophes naturelles et au changement climatique, le Nicaragua est le quatrième pays qui a été le plus touché par des événements naturels au cours des 20 dernières années⁷ et le quatorzième pays le plus à risque en raison de sa faible capacité d'adaptation⁸. Les tremblements de terre, les inondations, les sécheresses et les ouragans récurrents, auxquels s'ajoute la dégradation de l'environnement, menacent les moyens d'existence des personnes les plus vulnérables, qui ne disposent pas des ressources nécessaires pour résister aux chocs. Au cours des 45 dernières années, 14 500 vies humaines et environ 4,5 milliards de dollars ont été perdus en raison de catastrophes naturelles⁹.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

5. *Accès à une alimentation suffisante tout au long de l'année.* L'approvisionnement alimentaire s'améliore au Nicaragua, l'apport calorique quotidien par personne étant passé de 1 774 kilocalories sur la période 1990-1992 à 2 649 kilocalories sur la période 2014-2016¹⁰. Toutefois, l'accès insuffisant à des aliments nutritifs reste l'un des principaux facteurs d'insécurité alimentaire, en particulier pour les personnes pauvres et extrêmement pauvres, dont les apports caloriques quotidiens sont bien inférieurs à la moyenne nationale: 2 080 kilocalories pour les personnes pauvres et 1 655 kilocalories pour les personnes extrêmement pauvres. Dans les zones rurales, les régimes alimentaires n'incluent que 15 produits alimentaires, contre 24 dans les zones urbaines¹¹. L'accès insuffisant à la nourriture est lié à des contraintes socioéconomiques, parmi lesquelles la pauvreté, la faiblesse des revenus, le manque d'instruction et l'absence d'emploi, qui ont des effets différents sur les femmes et les hommes et sur les personnes des différents groupes d'âge. Alors que le quintile le plus riche de la population représente 41 pour cent de la consommation totale¹², le salaire minimum ne suffit pas à couvrir le coût d'un assortiment de base de produits alimentaires et non alimentaires. Le salaire minimum le plus bas est enregistré dans le secteur agricole, où il ne représente que 28 pour cent du coût de l'assortiment en question et 43 pour cent du coût des aliments que cet assortiment contient. Bien que le Gouvernement garantisse la disponibilité des aliments par la production nationale et des importations alimentaires, les prix des denrées alimentaires sont volatils.

⁶ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2018. *Gender Inequality Index 2017*. Disponible à l'adresse: <http://hdr.undp.org/en/content/gender-inequality-index-gii>.

⁷ Germanwatch. 2017. *Global Climate Risk Index 2018*. Disponible à l'adresse: <https://germanwatch.org/sites/germanwatch.org/files/publication/20432.pdf>.

⁸ Université des Nations Unies. 2016. *World Risk Report 2016*. Disponible à l'adresse: https://collections.unu.edu/eserv/UNU:5763/WorldRiskReport2016_small_meta.pdf.

⁹ Sistema Nacional para la Prevención Mitigación y Atención a Desastre (SINAPRED – Système national de prévention des catastrophes, d'atténuation de leurs effets et d'intervention). 2015. *Política Nacional de Gestión Integral de Reducción del Riesgo ante Desastres 2015-2016*. Non disponible en ligne.

¹⁰ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 2015. *Regional Overview of Food Security: Latin America and the Caribbean*. Disponible à l'adresse: <http://www.fao.org/3/a-i4636e.pdf>.

¹¹ Instituto de Nutrición de Centroamérica y Panamá (Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama). 2011. *Análisis de la Situación Alimentaria en Nicaragua*. Disponible à l'adresse: http://www.incap.int/index.php/es/publicaciones/doc_download/661-nicaragua-informe-analisis-de-situacion-alimentaria.

¹² INIDE. 2016. *Reporte de Pobreza y Desigualdad*. Disponible à l'adresse: <http://www.inide.gob.ni/Emnv/Emnv17/Reporte%20de%20Pobreza%20y%20Desigualdad%20-%20EMNV%202016%20-%20Final.pdf>.

Dans les zones rurales, l'accès à la nourriture est en outre entravé par la répartition géographique inégale des marchés et le mauvais accès à ceux-ci¹³. Malgré des améliorations récentes, l'infrastructure routière du Nicaragua est l'une des plus mauvaises de la région, en particulier dans les régions autonomes de la Côte caraïbe nord et de la Côte caraïbe sud¹⁴.

6. *Mettre fin à toutes les formes de malnutrition.* Le Nicaragua compte parmi les pays de la région qui ont le plus réduit la faim depuis les années 1990. Au cours de cette période, la prévalence des carences en micronutriments a considérablement diminué et le nombre de personnes sous-alimentées est passé de 2,3 millions à 1 million, grâce à l'enrichissement des aliments et aux programmes de protection sociale. Toutefois, la prévalence de la dénutrition chronique s'élève encore à 17 pour cent (18 pour cent chez les garçons et 16 pour cent chez les filles) et atteint entre 28 et 30 pour cent dans les départements de Madriz, Nueva Segovia et Jinotega¹⁵. La prévalence de la surcharge pondérale (51 pour cent des femmes, 41 pour cent des hommes et 8,5 pour cent des enfants de moins de 5 ans) et de l'obésité augmente également¹⁶. Ce double fardeau de la malnutrition peut être associé à des pratiques nutritionnelles inadéquates, au manque de diversité alimentaire et à la pauvreté¹⁷. L'anémie touche 10,5 pour cent des enfants de moins de 5 ans et 1,5 pour cent des femmes et des filles âgées de 15 à 49 ans¹⁸. Les mauvaises conditions sanitaires, qui portent atteinte à l'utilisation des aliments, sont un autre problème qui nuit à la nutrition. En outre, seulement 32 pour cent des mères allaitent exclusivement au sein pendant les six premiers mois de vie de leur enfant¹⁹.
7. *Doubler la productivité agricole et les revenus des petits exploitants.* L'agriculture est le principal moyen d'existence de 80 pour cent de la population rurale et représente 17 pour cent du produit intérieur brut²⁰. Avec le secteur de la pêche, l'agriculture emploie 30 pour cent de la population au travail, soit le double de la moyenne régionale²¹. Les exploitants à moyenne et petite échelle produisent 90 pour cent des aliments de base consommés dans le pays et sont à l'origine de la moitié des exportations agricoles. Cependant, la production des agriculteurs est restreinte par les inégalités de genre, la variabilité du climat, la dégradation

¹³ Dirección General de Desarrollo Rural y Política Forestal (Direction générale du développement rural et des forêts). 2009. *Política de Seguridad y Soberanía Alimentaria y Nutricional desde el Sector Público Agropecuario y Rural*. Disponible à l'adresse: <https://extranet.who.int/nutrition/gina/sites/default/files/NIC%20Pol%C3%ADtica%20SSAN%20Sector%20Agropec.pdf>.

¹⁴ Banque interaméricaine de développement. 2017. *Approach Paper: Nicaragua 2013–2017 Country Program Evaluation*. Disponible à l'adresse: <https://publications.iadb.org/bitstream/handle/11319/8623/Approach-Paper-Country-Program-Evaluation-Nicaragua-2013-2017.PDF?sequence=7>.

¹⁵ INIDE et Ministère de la santé. 2014. *Encuesta Nicaragüense de Demografía y Salud 2011–2012: Informe Preliminar*. Disponible à l'adresse: http://www.inide.gob.ni/endesa/Endesa11_12/HTML/endesa11/assets/common/downloads/InformePreliminar.pdf.

¹⁶ El 19. 2017. *Rosario da a conocer algunos datos del censo nutricional*. Disponible à l'adresse: <https://www.el19digital.com/articulos/ver/titulo:56717-rosario-da-a-conocer-algunos-datos-del-censo-nutricional>.

¹⁷ Dirección General de Desarrollo Rural y Política Forestal (Direction générale du développement rural et des forêts). 2009. *Política de Seguridad y Soberanía Alimentaria y Nutricional desde el Sector Público Agropecuario y Rural*. Disponible à l'adresse: <https://extranet.who.int/nutrition/gina/sites/default/files/NIC%20Pol%C3%ADtica%20SSAN%20Sector%20Agropec.pdf>.

¹⁸ Ministère de la santé. 2011. *Sistema Integrado de Vigilancia de Intervenciones Nutricionales: Avance de Resultados 2010*. Non disponible en ligne.

¹⁹ INIDE et Ministère de la santé. 2014. *Encuesta Nicaragüense de Demografía y Salud 2011–2012: Informe Preliminar*. Disponible à l'adresse: http://www.inide.gob.ni/endesa/Endesa11_12/HTML/endesa11/assets/common/downloads/InformePreliminar.pdf.

²⁰ Banque mondiale. 2015. *Agriculture in Nicaragua: Performance, Challenges and Options*. Disponible à l'adresse: <http://documents.worldbank.org/curated/en/532131485440242670/Agriculture-in-Nicaragua-performance-challenges-and-options>.

²¹ Banque centrale du Nicaragua. 2017. *Informe Anual 2017*. Disponible à l'adresse: https://www.bcn.gob.ni/publicaciones/periodicidad/anual/informe_anual/Informe%20Anual%202017.pdf.

de l'environnement, l'isolement et l'accès limité aux services agricoles²². Seulement 6 pour cent des terres agricoles du Nicaragua sont irriguées²³. Le fait que les petits exploitants manquent de ressources financières pour investir se traduit par des pertes après récolte élevées et une faible intégration des agriculteurs dans les marchés structurés. Les agricultrices ne représentent que 7 pour cent des personnes qui travaillent directement dans l'agriculture de production primaire²⁴, et effectuent généralement des tâches non rémunérées, parmi lesquelles des travaux domestiques. Bien qu'elles accomplissent un travail agricole, elles ne sont pas reconnues comme des travailleuses agricoles et ont peu accès aux intrants, aux services et au pouvoir de décision²⁵. Les femmes possèdent 23 pour cent des terres²⁶. Dans ce contexte, pour atteindre la cible des objectifs de développement durable (ODD) qui est de doubler la productivité et les revenus des petits exploitants, il faudra mettre en place des interventions ciblées propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes.

8. *Systèmes alimentaires durables*. Malgré les nombreuses ressources naturelles dont il dispose, le Nicaragua est un pays à déficit vivrier²⁷. Les augmentations de productivité enregistrées récemment tiennent à une avancée non durable de la frontière agricole. La production alimentaire et la durabilité des systèmes alimentaires sont limitées par la variabilité du climat, le changement climatique, les catastrophes naturelles et la dégradation des écosystèmes²⁸. Selon les projections, le changement climatique réduira la productivité agricole de 9 à 13 pour cent d'ici à 2100²⁹. Dans l'ensemble, ces phénomènes ont des effets différents dans les différentes zones climatiques du Nicaragua. Dans la région atlantique, les inondations et les ouragans ont des effets négatifs sur les populations autochtones et sur les établissements le long des rives, tandis que les ménages agricoles installés dans le "couloir de la sécheresse" sont confrontés à la pénurie d'eau et à la sécheresse. Depuis 1961, le Nicaragua a connu 13 années d'épisodes modérés ou graves du phénomène El Niño, dont l'intensité et la fréquence ont augmenté au cours des dernières années³⁰, et l'on estime que 45 pour cent de la population est touchée par des sécheresses qui entraînent des pertes de production agricole³¹. En période de pénurie, les ménages à faible revenu adoptent des stratégies de survie préjudiciables telles que la réduction de leur consommation alimentaire

²² Banque mondiale. 2015. *Agriculture in Nicaragua: Performance, Challenges and Options*. Disponible à l'adresse: <http://documents.worldbank.org/curated/en/532131485440242670/Agriculture-in-Nicaragua-performance-challenges-and-options>.

²³ Banque interaméricaine de développement. 2016. *Diagnóstico sobre la Situación y Potencial del Sector Riego en Nicaragua*. Disponible à l'adresse: <https://publications.iadb.org/bitstream/handle/11319/7766/Diagnostico-sobre-la-situacion-y-potencial-del-sector-riego-en-Nicaragua.pdf?sequence=1>.

²⁴ Banque mondiale. 2015. *Agriculture in Nicaragua: Performance, Challenges and Options*. Disponible à l'adresse: <http://documents.worldbank.org/curated/en/532131485440242670/Agriculture-in-Nicaragua-performance-challenges-and-options>.

²⁵ PAM. 2014. *Study on Gender Empowerment and Gender-Based Violence in the Context of WFP's P4P Programme in Nicaragua*. Non disponible en ligne.

²⁶ INIDE. 2012. *IV Censo Nacional Agropecuario: Informe Final*. Disponible à l'adresse: <http://www.inide.gob.ni/Cenagro/INFIVCENAGRO/IVCENAGROINFORME/assets/basic-html/page9.html>.

²⁷ FAO. 2018. Pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) – liste pour 2016 (<http://www.fao.org/countryprofiles/lifdc/fr/>).

²⁸ FAO. 2012. *Análisis de la Cadena de Valor del Frijol Rojo y Negro en Nicaragua con Enfoque de Seguridad Alimentaria y Nutricional*. Disponible à l'adresse: https://coin.fao.org/coin-static/cms/media/14/13540579183450/libro_frijol_30-07-2012-2.pdf.

²⁹ Gouvernement du Nicaragua. 2018. *Presentación de la Política Nacional de Mitigación y Adaptación al Cambio Climático del Gobierno de Nicaragua*. Non disponible en ligne.

³⁰ Solorzano, J.L., Cuadra, O.N., Guarrero, R.A. et Castillo, J.B. 2016. *Perspectivas sobre la Seguridad Alimentaria en Nicaragua en el Contexto del Cambio Climático*. Disponible à l'adresse: https://www.researchgate.net/publication/315610820_Perspectivas_sobre_la_seguridad_alimentaria_en_Nicaragua_en_el_contexto_del_cambio_climatico_Reflexiones_y_propuestas.

³¹ Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. 2008 et 2010. *Nicaragua: Efectos del cambio climático sobre la agricultura*. Disponible à l'adresse: <https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/25925/1/lcmex1964.pdf>.

et le retrait des enfants de l'école. On sait que le changement climatique exacerbe la pauvreté et renforce les inégalités existantes entre les femmes et les hommes.

Environnement macroéconomique

9. Entre 2012 et 2017, le Nicaragua a connu une croissance économique soutenue (5 pour cent par an en moyenne), ce qui en fait l'une des économies les plus dynamiques d'Amérique latine et des Caraïbes³², malgré le fait que son produit intérieur brut par habitant soit le deuxième plus faible de la région³³. Cette croissance s'est accompagnée d'une hausse des dépenses publiques et d'un renforcement des programmes sociaux axés sur le développement à long terme plutôt que sur la gestion des crises³⁴. Cependant, le Nicaragua entre aujourd'hui dans une phase de ralentissement économique, avec des signes de récession, provoquée par des vagues de troubles civils qui ont commencé en avril 2018. Les projections de croissance ont été revues à la baisse, passant de 4,5-5 pour cent à 1 pour cent, et le chômage est en hausse³⁵. Les finances publiques ont pâti de cette situation, et le déficit budgétaire devrait se creuser en raison de la baisse des recettes fiscales.

Principaux liens intersectoriels

10. Dans le passé, le Nicaragua se caractérisait par des inégalités de genre et des constructions sociales patriarcales. Des progrès ont certes été réalisés puisque près de la moitié des parlementaires nationaux sont aujourd'hui des femmes, mais seulement 50,3 pour cent des femmes ont un emploi officiel, contre 84 pour cent des hommes³⁶. En outre, les femmes sont généralement reléguées à des emplois moins qualifiés et ont des revenus plus faibles. Dans les zones rurales, les femmes sont encore davantage exclues et voient leur accès à la terre et aux ressources entravé par les normes sociales. La violence fondée sur le genre est considérée comme un problème de santé publique qui touche particulièrement les femmes et les filles de moins de 13 ans, et l'on enregistre des taux élevés de violence au sein de la famille et entre partenaires³⁷.
11. Le faible niveau d'instruction et l'insécurité alimentaire sont interdépendants: la dénutrition chronique touche 31 pour cent des enfants de moins de 5 ans dont les parents n'ont pas reçu d'éducation formelle, contre 6 pour cent de ceux dont les parents ont fait des études supérieures³⁸. Le taux national de scolarisation dans le primaire est de 94 pour cent et est identique pour les garçons et les filles. Toutefois, dans les zones autochtones et reculées, comme la région autonome de la Côte caraïbe nord et Jinotega, la durée moyenne de la scolarité est seulement de trois à cinq ans. Les taux de scolarisation sont problématiques au niveau préscolaire (65 pour cent) et au niveau secondaire (82 pour cent)³⁹. Les raisons de la non-scolarisation, de l'absentéisme et de l'abandon scolaire diffèrent: pour les garçons,

³² Secretaría Ejecutiva del Consejo Monetario Centroamericano (Secrétariat exécutif du Conseil monétaire centraméricain). 2018. *Statistiques, secteur immobilier*. Disponible à l'adresse: <http://www.secmca.org/simafir.html>.

³³ Banque mondiale. 2018. PIB par habitant (<https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD>).

³⁴ FAO. 2015. *Regional Overview of Food Insecurity: Latin America and the Caribbean 2015*. Disponible à l'adresse: <http://www.fao.org/3/a-i4636e.pdf>.

³⁵ *Presidente del BCN Expone Proyecciones Económicas Actualizadas*. Disponible à l'adresse: https://www.bcn.gob.ni/divulgacion_prensa/notas/2018/noticia.php?nota=808.

³⁶ PNUD. 2018. *Human Development Indices and Indicators: 2018 Statistical Update*. Disponible à l'adresse: http://hdr.undp.org/sites/default/files/2018_human_development_statistical_update.pdf.

³⁷ Corte Supremo de Justicia (Cour suprême de justice). 2016. *Estudio Nacional sobre la Violencia de Genero*. Non disponible en ligne.

³⁸ INIDE et Ministère de la santé. 2014. *Encuesta Nicaragüense de Demografía y Salud 2011-2012: Informe Preliminar*. Disponible à l'adresse: http://www.inide.gob.ni/endesa/Endesa11_12/HTML/endesa11/assets/common/downloads/InformePreliminar.pdf.

³⁹ Instituto Nicaragüense de Seguridad Social (Institut nicaraguayen de sécurité sociale). 2016. *Anuario Estadístico*. Disponible à l'adresse: https://www.inss.gob.ni/images/anuario_estadistico_2016.pdf.

ces phénomènes s'expliquent généralement par la participation aux travaux agricoles et aux activités rémunératrices; pour les filles, ils s'expliquent souvent par la participation aux soins dispensés aux enfants, aux travaux ménagers ou aux travaux agricoles, ou encore par la grossesse⁴⁰.

12. Le Nicaragua a certes réduit les taux de mortalité maternelle et infantile⁴¹, mais la prévalence de l'insuffisance pondérale à la naissance des garçons et des filles a légèrement augmenté et atteint environ 10 pour cent. Parmi les trois principales maladies chroniques nuisant à la santé figurent l'hypertension et le diabète, liés aux habitudes alimentaires. Une proportion importante des enfants de moins de 5 ans souffre de maladies respiratoires et diarrhéiques, en particulier dans les zones rurales où l'accès à l'eau potable est limité et les conditions sanitaires mauvaises⁴². Globalement, 20 pour cent des ménages n'ont pas un accès suffisant à ces services, et la proportion des personnes qui n'ont pas un accès suffisant à ces services est presque six fois plus élevée dans les zones rurales que dans les centres urbains⁴³.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

13. Sur la base de l'examen stratégique national Faim zéro et des consultations menées avec le Gouvernement, le PAM a recensé un ensemble de domaines dans lesquels il faut apporter des améliorations pour atteindre l'objectif Faim zéro:
 - Le Nicaragua a mis en place des politiques pour protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle, mais leur mise en œuvre est entravée par des contraintes financières et l'insuffisance des capacités institutionnelles. Par exemple, les normes sur l'enrichissement du riz ne sont pas encore appliquées; les interventions sont axées sur la dénutrition et les carences en micronutriments, mais ne tiennent compte ni de l'obésité ni de la surcharge pondérale; et il est nécessaire de s'attaquer au double fardeau de la malnutrition.
 - L'examen stratégique a montré que l'amélioration de la coordination entre les institutions et la création et l'utilisation d'un registre complet des bénéficiaires seraient bénéfiques aux programmes de protection sociale. Il faut obtenir davantage de données factuelles pour éclairer les évaluations de l'impact des programmes, car les mécanismes de suivi sont généralement axés sur les données relatives aux produits. L'utilisation accrue de données factuelles pour éclairer la prise de décisions faciliterait la conception de programmes qui répondent plus efficacement aux besoins des femmes et des hommes de tous les groupes d'âge, y compris dans les situations d'urgence.
 - Certains des grands défis que le Nicaragua doit relever pour atteindre l'objectif Faim zéro sont liés au changement climatique, à la variabilité du climat et aux phénomènes météorologiques extrêmes, mais les individus et les institutions ne disposent pas de ressources suffisantes pour faire face aux risques climatiques. Il est urgent de renforcer la résilience des moyens d'existence face aux effets du changement climatique et de réduire les risques de catastrophe.

⁴⁰ PAM. 2014. *Study on Gender Empowerment and Gender-Based Violence in the Context of WFP's P4P Programme in Nicaragua*. Non disponible en ligne.

⁴¹ *El 19*. 2017. *Nicaragua reduce la mortalidad maternal*. Disponible à l'adresse: <https://www.el19digital.com/articulos/ver/titulo:57078-nicaragua-reduce-la-mortalidad-materna>.

⁴² INIDE et Ministère de la santé. 2014. *Encuesta Nicaragüense de Demografía y Salud 2011–2012: Informe Preliminar*. Disponible à l'adresse: http://www.inide.gob.ni/endesa/Endesa11_12/HTML/endesa11/assets/common/downloads/InformePreliminar.pdf.

⁴³ INIDE. 2016. *Necesidades Básicas Insatisfechas: Encuesta Continua de Hogares 2009–2016*. Disponible à l'adresse: <http://www.inide.gob.ni/ECH/Modulo%20de%20Vivienda%20-%20ECH%202009%20-%202016%20NB%20FINAL.pdf>.

- Les inégalités de genre persistantes touchent particulièrement les zones rurales et entravent le progrès économique et social des femmes et leur participation à la production agricole. Pour corriger cette situation, il faut s'efforcer de mieux comprendre les liens entre l'égalité des genres et la sécurité alimentaire et prendre les mesures de transformation voulues pour réduire les inégalités.

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

14. Le présent plan stratégique de pays (PSP) a été conçu afin d'accélérer les progrès du Nicaragua vers la réalisation de l'ODD 2. Il appuie la mise en œuvre du plan national de développement humain pour 2018-2021⁴⁴, qui ouvre la voie à la réalisation des objectifs du Programme 2030, de la loi sur la sécurité et la souveraineté alimentaires et nutritionnelles et de la politique sur la sécurité alimentaire et la nutrition de 2009⁴⁵. Aux termes de la Constitution de 1987, l'État est tenu de garantir le respect du droit à l'alimentation.
15. Le plan national de développement humain favorise une croissance inclusive et la réduction de la pauvreté. Ses principaux piliers sont le développement socioéconomique, l'égalité des genres, la production agricole, en particulier par les petits exploitants et les exploitants à moyenne échelle, la durabilité environnementale et la réduction des risques de catastrophe. Compte tenu de la nécessité pressante de s'attaquer aux effets du changement climatique, le Nicaragua a adopté en 2018 une politique nationale sur le changement climatique. La promotion de l'égalité des genres est un pilier fondamental du plan national de développement humain et une priorité transversale de la politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Elle est également soulignée dans la loi nicaraguayenne sur l'égalité des droits et des chances.
16. Pour atteindre ses objectifs de développement, le Gouvernement met en œuvre des programmes de protection sociale qui couvrent l'ensemble de la vie, par exemple le programme "*Amor para los más Chiquitos*" (qui met l'accent sur les enfants en bas âge), le programme axé sur les foyers maternels et pour jeunes enfants et le programme national d'alimentation scolaire. La stratégie nationale annuelle du Nicaragua en matière de production, de consommation et de commerce favorise le développement du secteur productif. Des programmes de protection sociale productive, tels que le programme Faim zéro, les *Patio Saludable* (potagers) et le programme "Usure zéro" soutiennent l'agriculture familiale et donnent la priorité à l'aide aux femmes.

⁴⁴ Gobierno de Nicaragua – Secretaría de Presidencia de la República (Gouvernement du Nicaragua – Ministère de la présidence). 2017. *Ejes del Programa Nacional de Desarrollo Humano 2018-2021*. Disponible à l'adresse: <https://www.el19digital.com/app/webroot/tinymce/source/2018/00-Enero/Del22al28Enero/Viernes26Enero/EJES%20DEL%20PROGRAMA%20NACIONAL%20DE%20DESARROLLO%20HUMANO.pdf>.

⁴⁵ Dirección General de Desarrollo Rural y Política Forestal (Direction générale du développement rural et des forêts). 2009. *Política de Seguridad y Soberanía Alimentaria y Nutricional desde el Sector Público Agropecuario y Rural*. Disponible à l'adresse: <https://extranet.who.int/nutrition/gina/sites/default/files/NIC%20Pol%C3%ADtica%20SSAN%20Sector%20Agropec.pdf>.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

17. Pendant la mise en œuvre du PSP, le PAM entend renforcer sa collaboration avec les autres organismes des Nations Unies. Actuellement, les organismes des Nations Unies coordonnent leurs efforts au sein de groupes interinstitutions qui aident le Nicaragua à atteindre les ODD et se concentrent sur le développement du jeune enfant et la sécurité alimentaire, les droits de l'homme, la problématique femmes-hommes et les relations entre personnes de cultures différentes, le VIH, la réduction des risques de catastrophe, les interventions d'urgence, les chaînes de valeur, et la réalisation et le suivi des activités destinées à atteindre les ODD.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

18. L'évaluation à mi-parcours du programme de pays 200434 (2013-2018)⁴⁶, les évaluations internes, les consultations avec les bénéficiaires, les examens régionaux et une analyse exploratoire pour les interventions visant au renforcement de la résilience dans le couloir de la sécheresse ont fourni des enseignements qui permettent d'orienter la direction future du PAM. Ces exercices ont permis de constater que le portefeuille précédent du PAM était pertinent et efficace, en particulier ses activités d'alimentation scolaire et son appui aux petits exploitants, et de formuler des recommandations qui ont inspiré la conception du PSP:
 - Dans l'évaluation à mi-parcours, il était recommandé de revoir l'approche du renforcement de la résilience, qui n'avait pas été suivie comme prévu et qui pourrait être plus efficace si elle était intégrée dans le soutien aux petits exploitants. Il était également suggéré d'adopter d'autres interventions axées sur la nutrition afin d'obtenir des effets directs à grande échelle.
 - Les activités de réduction des risques de catastrophe du PAM ont été considérées comme de bonnes pratiques qui lui permettent d'établir un partenariat constructif avec le Système national de prévention des catastrophes, d'atténuation de leurs effets et d'intervention (SINAPRED). S'appuyant sur les bases établies ces dernières années, le PSP offre l'occasion d'élargir la collaboration à des domaines de travail stratégiques tels que la gestion des risques climatiques et le renforcement de la résilience aux fins de la sécurité alimentaire. L'appui du PAM à des programmes nationaux de protection sociale réactifs en cas de choc, tels que le programme d'alimentation scolaire, est également une expérience positive dans la région, qui permet au PAM d'intervenir plus rapidement et plus efficacement avant, pendant et après les crises grâce à des systèmes administratifs éprouvés.
 - Les auteurs de l'évaluation à mi-parcours ont encouragé la poursuite des évaluations sous l'angle de la problématique femmes-hommes, comme celle qui a éclairé l'appui du PAM aux petits exploitants, et ont rappelé l'importance des approches propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes dans la programmation.

⁴⁶ PAM. 2016. *Evaluación de Mitad de Período de la Operación del Programa de País en Nicaragua – PP 200434 (2013–2018)*. Disponible à l'adresse: https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/reports/wfp284202.pdf?_ga=2.63088751.1323491841.1542046258-163325202.1541357826.

2.2 Potentialités pour le PAM

19. Fort de ces avantages, le PAM est bien placé pour aider le Nicaragua dans les domaines suivants:
 - Il œuvrera au renforcement des programmes de protection sociale en vue de favoriser la sécurité alimentaire en encourageant l'adoption d'approches axées sur la problématique femmes-hommes et à dimension nutritionnelle qui prennent en compte le double fardeau associé à la malnutrition et favorisent l'évolution des comportements.
 - Il améliorera la réduction des risques de catastrophe, la gestion des risques climatiques et le renforcement de la résilience en vue d'encourager la mise en place de systèmes alimentaires durables. Il visera également à autonomiser les agricultrices grâce à une stratégie conçue pour promouvoir la participation des femmes aux activités productives et à la prise de décisions.
 - Il contribuera à l'analyse des liens entre l'égalité des genres et la sécurité alimentaire au Nicaragua. Sur la base des résultats des analyses, le PAM et ses partenaires recenseront et défendront des solutions pour corriger les inégalités de genre qui entravent la réalisation de l'ODD 2, notamment par la conception et la mise en œuvre de programmes propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes.
 - Il est bien placé pour renforcer les systèmes nationaux de protection sociale réactifs en cas de choc et fournir une assistance alimentaire en cas de situation d'urgence naturelle ou d'origine humaine, y compris un choc économique ou toute autre crise. En cette période de déclin économique, le PAM est particulièrement déterminé à répondre aux besoins alimentaires de la population nicaraguayenne.

2.3 Réorientations stratégiques

20. Au cours de la mise en œuvre du PSP, le PAM commencera à mettre en place les conditions qui lui permettront à moyen terme de passer de la fourniture d'une assistance alimentaire à une approche qui consiste à favoriser le développement. Pour ce faire, il se concentre davantage sur le renforcement des capacités et l'assistance technique, en cherchant à autonomiser les populations et à promouvoir des interventions axées sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle fondées sur des données factuelles et qui recèlent un potentiel de transformation.
21. Par rapport à l'approche précédente du PAM, le PSP introduit aussi une série de réorientations stratégiques, pour le bureau de pays, vers de nouveaux domaines de collaboration en vue de combler les lacunes liées à la faim mises en évidence lors de l'examen stratégique pour le pays, notamment par les moyens ci-après:
 - Un accent renouvelé sur les systèmes alimentaires durables. S'agissant de promouvoir l'accès des petits exploitants aux marchés, le PAM adoptera une approche globale incluant le renforcement de la résilience, l'adaptation au changement climatique, la réduction des risques de catastrophe et les chaînes de valeur inclusives.
 - Une approche intégrée du renforcement du système national de protection sociale et de ses principaux programmes, aux fins d'une plus grande cohésion et d'un accent plus fort sur la nutrition. Le PAM mettra en place une programmation à dimension nutritionnelle plutôt que des interventions axées sur la nutrition; il favorisera le recours aux activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et cherchera à renforcer la composante nutritionnelle des programmes nationaux, y compris dans les situations d'urgence.

- Le PAM place la promotion de l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes au premier plan du PSP; à cette fin, il déploie à plus grande échelle les interventions antérieures qui visaient à autonomiser les femmes en milieu rural et soutient les institutions gouvernementales.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

22. Au moyen du PSP, le PAM entend contribuer à s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire, en encourageant des approches propres à transformer la situation et des changements de comportement qui apportent des solutions à long terme à la faim. Le PSP met fortement l'accent sur l'assistance technique, la production de données factuelles et l'amélioration de la collecte des informations et des données. Dans le même temps, compte tenu des niveaux persistants de pauvreté, des risques naturels récurrents et de la vulnérabilité face aux chocs économiques et aux autres crises, le PAM continuera de fournir directement une assistance alimentaire afin de veiller à ce que les personnes les plus vulnérables aient accès à des aliments nutritifs.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: D'ici à 2023, les personnes dans les zones ciblées qui vivent dans la pauvreté ou sont vulnérables à l'insécurité alimentaire ont accès à une nourriture adéquate et nutritive tout au long de l'année

23. L'accès insuffisant à des aliments nutritifs étant l'un des principaux facteurs d'insécurité alimentaire, il est essentiel, pour atteindre l'ODD 2, de veiller à ce que les populations à faible revenu et vulnérables voient leurs besoins alimentaires satisfaits, surtout compte tenu du déclin économique rapide récent du Nicaragua. Le plus grand programme national de protection sociale, à savoir l'alimentation scolaire, permet de faire en sorte que tous les enfants fréquentant les écoles publiques reçoivent au moins un repas nutritif par jour, ce qui renforce leur résilience face aux chocs. Cet effet direct stratégique appuie donc la mise en œuvre du programme national d'alimentation scolaire. Le PAM cherchera également à renforcer d'autres initiatives nationales, telles que le programme *Amor para los más Chiquitos* et les foyers maternels et pour jeunes enfants, en fournissant une assistance technique pour aider à consolider le système de protection sociale, à lui donner une dimension nutritionnelle et à le rendre propre à favoriser l'évolution des relations entre les sexes et réactif en cas de choc.
24. Le programme national d'alimentation scolaire bénéficie à 1,2 million d'enfants dans les écoles publiques du pays. En collaboration avec le Ministère de l'éducation, le PAM contribuera à la mise en œuvre du programme dans la région autonome de la Côte caraïbe nord et à Jinotega en fournissant des repas scolaires à 182 000 enfants d'âge préscolaire et fréquentant les écoles primaires et secondaires (50 pour cent de garçons et 50 pour cent de filles), y compris les populations autochtones et les enfants handicapés. Il s'agit là de certaines des régions les plus reculées, les plus pauvres et les plus sous-développées du pays, où la population est fortement exposée au risque d'insécurité alimentaire.
25. Le PAM travaillera en coordination avec le Ministère de l'éducation, le Ministère de la santé et le Ministère de la famille, de l'adolescence et de l'enfance. Il cherchera à renforcer sa collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, parmi lesquels le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Fonds des Nations Unies pour la population et l'Organisation panaméricaine de la santé, afin de favoriser l'accès à des aliments nutritifs et de promouvoir un changement des comportements.

Domaines d'action privilégiés

26. Cet effet direct stratégique vise à s'assurer que les groupes vulnérables ont un accès ininterrompu à une nourriture nutritive toute l'année, de façon à éviter que les ménages adoptent des stratégies de survie préjudiciables dans les périodes difficiles et à renforcer leur résilience. Son domaine d'action privilégié est le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

27. Quatre produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les garçons et les filles scolarisés dans les zones ciblées bénéficient de repas scolaires nutritifs, ce qui permettra de satisfaire leurs besoins alimentaires essentiels et de promouvoir l'accès à l'éducation.
 - Les garçons et les filles scolarisés dans les zones ciblées et leurs parents bénéficient d'installations améliorées pour le stockage et la préparation des aliments, qui sont le gage d'un accès sûr aux aliments.
 - Les garçons et les filles scolarisés bénéficient d'un programme national d'alimentation scolaire à dimension nutritionnelle, qui repose sur les achats locaux et sur des conseils en matière de nutrition, aux fins de l'amélioration du comportement nutritionnel.
 - Les bénéficiaires des programmes de protection sociale font l'objet d'interventions plus étoffées, efficaces, à dimension nutritionnelle et tenant compte de la problématique femmes-hommes, ce qui leur assure un meilleur accès aux aliments et améliore la consommation d'aliments nutritifs et variés.

Activités essentielles

Activité 1. Fournir des repas scolaires nutritifs aux garçons et aux filles scolarisés dans les zones ciblées, en complément du programme national, et renforcer les programmes nationaux de protection sociale tenant compte de la nutrition et de la problématique femmes-hommes, de manière à promouvoir la sécurité alimentaire

28. En plus de donner accès à des aliments nutritifs, les repas scolaires sont un incitant essentiel à la scolarisation et à la fréquentation scolaire, et contribuent ainsi à l'élévation du niveau d'instruction dans les zones où la pauvreté est forte et la scolarisation faible. Le PAM fournira un assortiment alimentaire qui assurera un apport enrichi et équilibré sur le plan nutritionnel, adapté aux préférences des populations ciblées. L'assortiment comprendra du riz, du maïs (dans le département de Jinotega) ou de la farine de blé enrichie (dans la région autonome de la Côte caraïbe nord), des haricots, de l'huile végétale enrichie, du SuperCereal et des dattes. Les repas seront servis chaque jour aux enfants des écoles maternelles et primaires et le samedi aux élèves du secondaire, au titre d'une mesure spéciale visant à lutter contre le décrochage scolaire chez les garçons et les filles après l'enseignement primaire. Certains produits alimentaires seront achetés sur place à des petits exploitants, hommes et femmes, ce qui favorisera l'économie locale et créera des synergies entre les chaînes alimentaires locales et les programmes de protection sociale. Cette activité comprendra également la mise en place de systèmes de collecte de l'eau pour la consommation humaine, la cuisine, l'arrosage des jardins scolaires et l'hygiène personnelle; l'amélioration des équipements de cuisson et l'introduction de poêles de type "ecostove"; et d'autres solutions similaires offrant un bon rendement énergétique. Un fort accent sera mis sur la conception et la mise en œuvre d'une stratégie de retrait pour le transfert de la composante alimentaire du programme au Gouvernement lors de la mise en œuvre du prochain PSP.
29. Le PAM apportera une assistance technique pour renforcer la cohésion du système de protection sociale et son accent sur la nutrition. Il travaillera en coordination avec ses partenaires gouvernementaux à l'évaluation des programmes en cours et de leur contribution à la lutte contre les différentes formes de malnutrition, en tenant compte de la

problématique femmes-hommes. En collaboration avec ses partenaires, le PAM mettra également en place des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements afin de promouvoir la diversité alimentaire et une alimentation saine au moyen de programmes de protection sociale. Les stratégies seront conçues de manière à assurer le respect des cultures locales, y compris celles des groupes autochtones, la prise en compte des besoins et des préférences des groupes cibles et l'adoption d'approches tenant compte de la problématique femmes-hommes. Dans le cadre de ces efforts, le PAM aidera à renforcer les programmes réactifs en cas de choc.

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2023, les communautés vulnérables et les petits exploitants dans les zones ciblées bénéficient de systèmes alimentaires durables et disposent de capacités accrues pour faire face aux chocs, au changement climatique et aux risques naturels

30. Les activités relevant de cet effet direct stratégique suivront une approche globale visant à s'attaquer à certaines des contraintes systémiques qui nuisent à la production, à la transformation et à la consommation des aliments. L'objectif est de favoriser la réduction des risques de catastrophe et d'aider à créer des chaînes de valeur alimentaires inclusives qui résistent à la dégradation de l'environnement, au changement climatique et aux autres chocs, tant naturels qu'économiques, tout en offrant des possibilités aux petits exploitants.
31. Le PAM fournira une assistance technique et des intrants, du matériel et des outils agricoles aux petits exploitants, hommes et femmes, et favorisera la réduction des risques de catastrophe au niveau institutionnel. Dans les départements de Jinotega, de Nueva Segovia, de Matagalpa, de Madriz et d'Estelí, le PAM ciblera 4 500 petits exploitants (50 pour cent de femmes et 50 pour cent d'hommes) capables de produire des excédents alimentaires et associés au sein de 20 organisations d'agriculteurs, et 6 000 familles pratiquant une agriculture de subsistance dans les zones rurales et périurbaines.
32. Pour la mise en œuvre de ces activités, le PAM collaborera avec le SINAPRED, l'Institut nicaraguayen de technologie agricole, l'Institut nicaraguayen d'études territoriales et le Ministère de l'économie familiale, des associations communautaires et des coopératives. Il cherchera également à établir des partenariats stratégiques et opérationnels avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole (FIDA), en visant la complémentarité concernant les systèmes d'alerte rapide et les services liés au climat afin de combiner le travail stratégique de la FAO et la présence opérationnelle du PAM sur le terrain. Le PAM nouera également des partenariats avec des établissements universitaires en vue d'améliorer les systèmes nationaux de collecte de données et la cartographie de la vulnérabilité.

Domaines d'action privilégiés

33. Le domaine d'action privilégié de cet effet direct stratégique est le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

34. Six produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
 - Les populations vulnérables aux phénomènes climatiques bénéficient de capacités gouvernementales accrues en matière de gestion des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique de façon à promouvoir la sécurité alimentaire.
 - Les populations vulnérables bénéficient de capacités institutionnelles accrues, l'objectif étant d'améliorer la préparation aux situations d'urgence et de protéger la sécurité alimentaire.
 - Les petits exploitants et les populations vulnérables aux risques naturels et au changement climatique bénéficient de systèmes améliorés d'alerte rapide et

d'information qui accroissent la résilience face au climat et favorisent la durabilité des systèmes alimentaires.

- Les agriculteurs et les agricultrices reçoivent une formation, des intrants agricoles, des services et des informations sur le climat selon des modalités équitables, ce qui les aide à améliorer leur résilience et leur adaptation au changement climatique.
- Les agriculteurs et les agricultrices reçoivent une formation, des services et des intrants selon des modalités équitables, ce qui les aide à accroître leurs ventes sur les marchés structurés et institutionnels et donc à améliorer leurs revenus et leur sécurité alimentaire.
- Les agricultrices reçoivent une formation, des services et des intrants dans le cadre de la stratégie pour l'autonomisation économique des femmes, ce qui les aide à avoir un meilleur accès aux marchés et donc à accroître leurs revenus et leur sécurité alimentaire.

Activités essentielles

Activité 2. Fournir une assistance technique aux institutions gouvernementales en matière de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique, afin d'atténuer la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des populations exposées à des catastrophes

35. Le PAM aidera le SINAPRED à favoriser la réduction des risques de catastrophe afin que les populations bénéficient de capacités renforcées et d'informations sur les risques climatiques de façon à réduire leur vulnérabilité aux chocs. Il s'agira notamment d'améliorer les systèmes de télécommunication et les mécanismes d'alerte rapide de sorte que les institutions nationales puissent efficacement surveiller et analyser le climat et diffuser des informations à ce propos. Cette activité inclura aussi la conception et la mise en œuvre d'une stratégie de communication sur la réduction des risques de catastrophe fondée sur des données ventilées par sexe et par âge concernant les groupes cibles et visant à promouvoir une culture de la préparation.
36. Parallèlement, le PAM et ses partenaires soutiendront les exercices de cartographie de la vulnérabilité du SINAPRED au niveau sous-régional et local, en renforçant les méthodes nationales et en mettant l'accent sur la problématique femmes-hommes et les questions liées à l'âge, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence afin d'enrichir les données recueillies. Les acteurs nationaux et sous-régionaux utiliseront ensuite ces données pour éclairer l'élaboration et la mise à jour des plans municipaux de gestion intégrée des risques de catastrophe. Ces plans pourront inclure des stratégies de "protection contre les risques climatiques"⁴⁷ et des stratégies plus larges de gestion des risques pour améliorer la préparation aux situations d'urgence.
37. Le PAM fournira également au SINAPRED une assistance technique pour l'établissement d'un registre national complet des bénéficiaires en vue de permettre l'interopérabilité des programmes nationaux de protection sociale, et il transférera différents méthodes et outils tels que ses outils d'évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence et de programmation saisonnière en fonction des moyens d'existence. Il soutiendra la mise en œuvre du plan national de formation du SINAPRED, dans le cadre duquel le personnel de terrain et les populations ciblées recevront des instructions sur la manière de se préparer et de réagir aux chocs, en fournissant une assistance technique sur la problématique femmes-hommes, la nutrition, la protection et les évaluations de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence.

⁴⁷ On entend par "protection contre les risques climatiques les mesures" qu'il faut prendre pour s'assurer que les différents plans, programmes et éléments d'un environnement spécifique sont résilients face aux répercussions climatiques actuelles et futures.

Activité 3. Fournir une assistance technique aux petits exploitants afin d'accroître leur résilience, d'améliorer leurs moyens d'existence et de réduire leur vulnérabilité face aux phénomènes climatiques destructeurs

38. Grâce à cette activité, le PAM fournira un ensemble complet d'appuis allant des services liés au climat à l'appui en matière de débouchés, en passant par le renforcement de la résilience et l'adaptation au changement climatique, des approches propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes et l'établissement de liens entre les chaînes de valeur locales et les programmes de protection sociale. Cet ensemble de mesures contribuera au développement de systèmes alimentaires durables, tout en favorisant la résilience économique et climatique des petits exploitants, qui constituent l'épine dorsale de la production agricole, l'accent étant mis sur l'autonomisation des femmes. Pour atteindre cet objectif, on a conçu l'activité en consultation avec les populations ciblées et on utilisera diverses approches adaptées aux besoins mis en évidence.
39. Pour favoriser la résilience face au climat et l'adaptation au changement climatique, le PAM utilisera des méthodes participatives et inclusives telles que ses consultations pour une programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence, qui aboutiront à la définition et à la mise en œuvre ultérieure de mesures visant à renforcer la résilience. En collaboration avec ses partenaires, le PAM mettra également à l'essai des services liés au climat dans les zones reculées afin d'améliorer l'accès rapide des agriculteurs aux informations sur le climat, c'est-à-dire de fournir des canaux d'information efficaces qui offrent un contenu approprié permettant aux agriculteurs de faire des choix éclairés. Le PAM favorisera aussi la remise en état des écosystèmes dégradés et dispensera une formation à la gestion durable des ressources naturelles et aux bonnes pratiques agricoles, complétée par une formation sur la sécurité alimentaire et la nutrition et sur les incidences du changement climatique sur la sécurité alimentaire. Avec ses partenaires gouvernementaux, le PAM étudiera les possibilités d'introduire des outils d'assurance et testera et distribuera des semences de haricots résistantes à la sécheresse et bio-enrichies à plus forte teneur en fer et en zinc, et contribuera ainsi à la promotion par l'Institut nicaraguayen de technologie agricole d'une agriculture à dimension nutritionnelle.
40. Pour les petits exploitants associés au sein d'organisations d'agriculteurs, le PAM et ses partenaires fourniront une assistance technique concernant entre autres la commercialisation, la gestion après récolte, les bonnes pratiques de fabrication, l'agrégation de la valeur (par exemple par la production de céréales ou d'aliments transformés de meilleure qualité) et l'esprit d'entreprise. Le PAM continuera d'utiliser ses propres mécanismes d'achat de produits alimentaires et achètera une partie des produits alimentaires nécessaires au programme d'alimentation scolaire (effet direct stratégique 1) aux petits exploitants, et il encouragera le renforcement des liens entre la production des petits exploitants et les programmes nationaux de protection sociale.
41. Dans les zones rurales et périurbaines, le PAM aidera les ménages d'agriculteurs pratiquant une agriculture de subsistance à améliorer durablement la production d'aliments nutritifs et encouragera la diversité alimentaire en créant des synergies avec les programmes nationaux de production alimentaire tels que les potagers familiaux et le programme de dons à l'appui de la sécurité alimentaire. L'appui du PAM comprendra l'introduction de la culture de potagers, des mesures visant à réduire la dépendance des ménages à l'égard des marchés et l'offre de solutions durables pour assurer une consommation alimentaire adéquate. Les potagers seront soit destinés aux ménages individuels, soit communautaires, et la participation des femmes sera encouragée.

42. Pour combler l'écart entre les genres, le PAM intensifiera la mise en œuvre de la stratégie d'autonomisation économique des femmes, fruit de consultations avec les participants. Les agricultrices bénéficieront d'un ensemble renforcé d'aides, y compris des intrants et une formation à la gestion financière, à la production et à la commercialisation. Le PAM soutiendra également l'élaboration de politiques relatives à la problématique femmes-hommes dans les organisations d'agriculteurs en vue d'accroître la participation des femmes à la prise de décisions, et il mènera avec les femmes et les hommes des activités visant à promouvoir l'identité des femmes en tant que productrices agricoles, à déconstruire les stéréotypes liés au genre et à promouvoir une masculinité équitable.

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2023, les institutions nationales disposent de capacités accrues pour faire progresser l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et incorporer des approches propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes dans les programmes, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif Faim zéro

43. Il est largement admis que la réalisation de l'objectif Faim zéro passera par l'égalité des genres, qui est au cœur du Programme 2030. Par conséquent, conformément aux priorités nationales de développement, les activités menées au titre de cet effet direct stratégique visent à accélérer l'action en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes pour favoriser la réalisation de l'objectif Faim zéro. Le PAM encouragera les approches porteuses d'une transformation et la coordination horizontale et verticale des institutions et des autres acteurs, en adoptant une approche englobant l'ensemble de la société. En travaillant à l'obtention de cet effet direct stratégique, le PAM créera des synergies avec les trois autres effets directs et formulera des recommandations fondées sur les données factuelles recueillies en vue de faire progresser l'égalité des genres.
44. Les partenariats seront essentiels pour les activités relevant de cet effet direct. Le PAM collaborera étroitement avec les universités, les organismes des Nations Unies et les partenaires gouvernementaux, notamment le Ministère de l'éducation, le SINAPRED, le Ministère de l'économie familiale, des associations communautaires et des coopératives, l'Institut nicaraguayen de technologie agricole, le Ministère de la femme et le Ministère de la famille, de l'adolescence et de l'enfance.

Domaines d'action privilégiés

45. Avec cet effet direct stratégique, on s'attaque à certaines des causes sous-jacentes de la faim et du sous-développement. Le domaine d'action privilégié est donc l'élimination des causes profondes.

Produits escomptés

46. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les Nicaraguayens bénéficient de connaissances, de données factuelles et d'activités de sensibilisation renforcées qui favorisent l'équité des relations femmes-hommes et contribuent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
 - Les Nicaraguayens bénéficient de politiques propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes et de programmes de protection sociale et de production qui favorisent l'égalité des genres et la sécurité alimentaire.

Activités essentielles

Activité 4. Fournir une assistance technique au Gouvernement aux stades de l'élaboration et de la mise en œuvre d'interventions propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes en faveur de l'égalité des genres, de la sécurité alimentaire et de la nutrition

47. Les activités relevant de cet effet direct répondent à la nécessité d'améliorer les données factuelles sur la façon dont les actions qu'accomplissent les femmes et les hommes – individuellement et par l'intermédiaire de leurs institutions – contribuent à la sécurité alimentaire et à l'insécurité alimentaire et comment leurs rôles et leurs relations influent sur leur accès à la nourriture au Nicaragua. Le PAM et ses partenaires étudieront les liens entre la sécurité alimentaire et l'égalité des genres, y compris les différents rôles, relations et responsabilités des femmes et des hommes, sur la base des résultats de recherches et d'évaluations approfondies. À partir de ces définitions, le PAM contribuera à la conception et à la mise en œuvre de programmes nationaux propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes et de campagnes de sensibilisation adaptés aux différents groupes démographiques. Il contribuera également aux campagnes scolaires qui encouragent les comportements équitables et visent à éliminer la violence fondée sur le genre et le harcèlement sexuel à l'égard des filles. En collaboration avec les organismes des Nations Unies et d'autres partenaires, le PAM organisera des ateliers et des foires pour le transfert de connaissances sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, en facilitant les échanges entre les différents groupes de population sur les liens entre la problématique femmes-hommes et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
48. Le PAM aidera les décideurs nationaux à comprendre la pertinence de l'égalité des genres pour l'obtention de résultats en matière de développement durable tels que la sécurité alimentaire et la nutrition. Il fournira une assistance technique aux fonctionnaires pour l'élaboration de programmes propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes et des outils d'analyse de la problématique femmes-hommes, en favorisant des approches inclusives impliquant à parts égales les hommes et les femmes.

Effet direct stratégique 4: Les populations touchées par des chocs ont accès à des aliments adéquats et nutritifs pendant et après une situation d'urgence

49. Compte tenu de la forte exposition du Nicaragua aux catastrophes naturelles et de sa vulnérabilité face aux chocs économiques et aux autres crises d'origine humaine, l'objectif de cet effet direct stratégique est de faire en sorte que les personnes les plus vulnérables reçoivent en temps voulu une aide alimentaire nutritive et adéquate qui réponde à leurs besoins alimentaires en cas de choc. Au titre de cet effet direct, il s'agira notamment de faire face à la faim saisonnière au cours de la période de soudure – lorsque les sécheresses ont tendance à toucher le couloir de la sécheresse – en utilisant des programmes de protection sociale tels que le programme d'alimentation scolaire comme filet de sécurité réactif face aux chocs pour venir en aide aux groupes vulnérables.
50. Les interventions d'urgence seront coordonnées avec le Gouvernement et l'équipe des Nations Unies pour la gestion des catastrophes, et l'on exploitera les ressources de façon à maximiser l'efficacité et à placer les besoins de la population au centre de toute planification et action. Les interventions bénéficieront également des efforts que le PAM déploiera pour renforcer les capacités de réduction des risques de catastrophe et concevoir un registre complet des bénéficiaires au titre de l'effet direct stratégique 2, selon une approche intégrée allant de la préparation à l'atténuation et à l'intervention.

Domaines d'action privilégiés

51. Les activités relevant de cet effet direct stratégique répondent à des crises immédiates et prolongées et ne seront menées qu'en cas de besoin. Le domaine d'action privilégié est donc l'intervention en cas de crise.

Produits escomptés

52. Un produit permettra d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les populations touchées par des catastrophes et autres crises ont accès à des aliments nutritifs répondant à leurs besoins alimentaires pendant et après ces situations d'urgence.

Activités essentielles*Activité 5. Fournir une assistance alimentaire aux populations touchées par des chocs*

53. Dans le cadre de cette activité, le PAM fournira une assistance alimentaire non assortie de conditions, y compris des transferts en nature et/ou des bons, aux populations touchées afin de sauver des vies et d'assurer des secours et un redressement rapides. Les rations alimentaires nutritives comprendront des aliments enrichis et couvriront 80 pour cent des besoins nutritionnels quotidiens. Dans la mesure du possible, il sera donné la priorité aux achats locaux auprès des petits exploitants. Les rations comprendront du riz, du maïs, des haricots, de l'huile végétale enrichie, du SuperCereal et du sel. Le PAM contribuera également à la réalisation d'évaluations de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence et procédera à d'autres évaluations afin de déterminer s'il est envisageable d'introduire les transferts de type monétaire et la distribution de bons. Tirant parti de l'expérience positive qu'il a acquise ces dernières années lors d'interventions efficaces et rapides, le PAM utilisera des programmes de protection sociale réactifs en cas de choc chaque fois que cela sera possible, en augmentant la taille des transferts et/ou le nombre de bénéficiaires ciblés selon les besoins. Il prépositionnera également des stocks d'urgence afin de garantir une intervention dans les 72 heures suivant l'apparition d'une situation d'urgence. La conception des interventions tiendra compte de la nutrition, de la protection, des droits de l'homme, de l'environnement et de l'égalité des genres, et l'on veillera à ce que l'assistance fournie réponde aux besoins des femmes, des filles, des hommes et des garçons.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

54. Au cours de la période couverte par le PSP, le PAM prévoit de s'éloigner progressivement de la mise en œuvre directe des activités si les conditions le permettent. Le PSP met donc fortement l'accent sur la durabilité des programmes afin de faciliter cette transition. En ce qui concerne les activités d'alimentation scolaire, le PAM et le Ministère de l'éducation, dans le cadre de son programme global de nutrition en milieu scolaire, élaboreront et mettront en œuvre une stratégie de transfert des responsabilités qui jettera les bases du transfert de la composante alimentaire au Gouvernement après 2023. Cette stratégie s'appuiera sur les évaluations des points forts et des points faibles du programme national. On déterminera des calendriers, des cibles et des jalons pour accompagner ce processus.
55. La pérennité et la prise en charge sont également au cœur de l'effet direct stratégique 2, l'objectif du PAM étant que les organisations paysannes cessent de bénéficier de son appui au cours des prochaines années. Des jalons seront définis et les progrès réalisés vers cet objectif feront l'objet d'un suivi tout au long de la période visée par le PSP. Le PAM s'efforce également de promouvoir les organisations communautaires inclusives et de créer les conditions propices à l'autosuffisance des ménages ciblés.
56. Au niveau institutionnel, le renforcement des capacités techniques des partenaires nationaux réduira leur dépendance à l'égard de l'appui extérieur, y compris celui du PAM. Par exemple, grâce à l'amélioration des systèmes de télécommunication, des plateformes d'information et des outils de cartographie des risques et de planification, les institutions nationales verront leurs capacités renforcées s'agissant d'atteindre les personnes vulnérables en cas de choc. Ces dernières années, le SINAPRED a sensiblement accru sa capacité à gérer les risques et à y réagir.

57. L'objectif de l'effet direct stratégique 3 est d'institutionnaliser les mesures qui mèneront à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes. On y parviendra en renforçant les capacités des agents de l'État de sorte qu'ils soient à même de contribuer au changement systémique et à l'élimination des contraintes structurelles qui empêchent de parvenir à l'égalité des genres facilitant la réalisation de l'objectif Faim zéro. En travaillant sur le changement institutionnel à différents niveaux tout en encourageant le changement des comportements dans la société, le PAM créera, au titre de cet effet direct stratégique, les conditions permettant d'assurer la pérennité des actions après 2023.
58. Le PAM et ses partenaires favoriseront également un engagement inclusif de la communauté afin d'encourager l'appropriation des programmes par les populations ciblées et de promouvoir ainsi la pérennité des activités au-delà de la période couverte par le PSP. Par exemple, le programme d'alimentation scolaire sera mis en œuvre en collaboration avec des comités pour les repas scolaires composés de parents et d'enseignants responsables de la manipulation, de la préparation et du stockage des aliments.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

59. Pour le ciblage des bénéficiaires, le PAM privilégiera les zones où la pauvreté est élevée, où les niveaux de malnutrition chronique sont supérieurs à la moyenne et où prédominent les populations autochtones, les inégalités de genre, les catastrophes naturelles et de mauvais indicateurs en matière d'éducation. Les activités du PSP sont principalement axées sur les zones rurales, la région des Caraïbes et le couloir de la sécheresse. Le PAM donnera également la priorité aux régions où l'accès est difficile et que le Gouvernement a du mal à atteindre. L'assistance alimentaire d'urgence et le programme d'alimentation scolaire du PAM répondront aux besoins alimentaires des personnes handicapées qui sont ciblées par les programmes nationaux.
60. Outre l'appui direct qu'il apportera à ses bénéficiaires ciblés, le PAM contribuera au renforcement des programmes nationaux et à la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation, entre autres actions de portée nationale. Les effets directs stratégiques 1, 2 et 3 incluent donc des bénéficiaires indirects (niveau 3) qui bénéficieront du renforcement des programmes de protection sociale, des mesures de réduction des risques de catastrophe et des mesures propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes au niveau national, mis en œuvre avec le soutien du PAM.

Effet direct stratégique	Activité	Niveau	Filles*	Garçons*	Femmes	Hommes	Total
1	1	1	91 000	91 000	-	-	182 000
		3	650 000	650 000	100 000	-	1 400 000
2	2	3	513 400	506 600	336 600	343 400	1 700 000
	3	1	-	-	5 250	5 250	10 500
3	4	3	1 930 935	1 905 360	1 265 977	1 291 552	6 393 824
4	5	1	80 400	79 600	39 600	40 400	240 000
Total pour le niveau 1			171 400	170 600	44 850	45 650	432 500
Total pour le niveau 3			1 930 935	1 905 360	1 265 977	1 291 552	6 393 824

* Les filles et les garçons sont des bénéficiaires âgés de moins de 18 ans.

4.2 Transferts

61. La modalité de transfert privilégiée par le Gouvernement nicaraguayen est l'assistance en nature, qui est le mécanisme utilisé dans les initiatives et les programmes nationaux. Le PAM utilisera également des bons ou une combinaison de transferts en nature et sous forme de bons, selon le contexte. Dans les régions éloignées, où les communautés sont dispersées et où les marchés sont peu accessibles, la modalité choisie sera l'assistance en nature.
62. L'assortiment alimentaire répondra aux besoins des groupes cibles et sera adapté à leurs préférences culturelles. La ration pour l'activité 1 variera donc en fonction de la zone visée: elle contiendra de la farine de blé enrichie dans la région des Caraïbes (région autonome de la Côte caraïbe nord) et du maïs dans la région du Pacifique (Jinotega). Les rations auront une teneur nutritionnelle élevée et comprendront des produits nutritifs spécialisés (SuperCereal) et des aliments enrichis à forte teneur en micronutriments (huile végétale et farine de blé). On achètera le maïs et les haricots à des petits exploitants locaux, en vue de renforcer les chaînes de valeur alimentaires locales.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour), PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ

	Effet direct stratégique 1				Effet direct stratégique 4			
	Activité 1				Activité 5			
	Enfants d'âge préscolaire et élèves du primaire (Jinotega)	Élèves du secondaire (Jinotega)	Enfants d'âge préscolaire et élèves du primaire (région autonome de la Côte caraïbe nord)	Élèves du secondaire (région autonome de la Côte caraïbe nord)	Populations touchées par un choc			Enfants d'âge scolaire (couloir de la sécheresse)
Modalité	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Bons-produits	Produits alimentaires
Céréales	80	80	85	85	400			80
Légumes secs	25	25	25	25	60			25
Huile	10	10	10	10	25			10
Sel					5			
SuperCereal	35	35	35	35				30
Dattes	10	10	10	10				
Total kcal/jour	621	621	621	621	1 861			574
% de kcal d'origine protéique	44	30	45	30	77			39
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)						0,50	0,67	
Nombre de jours d'alimentation par an	180	40	180	40	40	30	30	60

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES ET TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	15 445	9 718 560
Légumes secs	4 274	5 128 796
Huile et matières grasses	1 716	1 755 143
Aliments composés et mélanges	5 780	3 178 777
Autres	1 476	2 051 384
Total (produits alimentaires)	28 690	21 832 660
Transferts de type monétaire et bons-produits		1 200 002
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	28 690	23 032 661

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

63. Le PAM intégrera des activités de renforcement des capacités dans tous les effets directs stratégiques; il fournira une assistance technique et favorisera le transfert de connaissances aux institutions nationales et aux populations ciblées. Tout au long des cinq ans couverts par le PSP, le PAM et le Gouvernement étudieront les possibilités de renforcement des capacités grâce à la coopération Sud-Sud dans des domaines tels que les systèmes de protection sociale et l'alimentation scolaire. Dans le même temps, le Gouvernement peut offrir son expertise s'agissant de l'utilisation de son programme de protection sociale comme outil réactif en cas de choc pour faire face aux situations d'urgence grâce à l'intensification des opérations.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

64. Le PAM distribuera les produits alimentaires et les articles non alimentaires en suivant des procédures d'achat standard fondées sur le rapport coût-efficacité et en utilisant son Mécanisme de gestion globale des vivres pour s'approvisionner en vivres lorsque cela sera possible, afin de raccourcir les délais et d'obtenir de meilleurs prix. Afin de garantir le succès des achats locaux auprès des petits exploitants, hommes et femmes, le PAM fournira aux organisations paysannes une assistance technique pour l'entreposage, la manutention des aliments et dans d'autres domaines. Il formera également les partenaires gouvernementaux en vue d'améliorer la gestion des produits alimentaires dans les situations d'urgence et d'accroître l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement du programme d'alimentation scolaire. Il pourrait aussi évaluer la capacité logistique et procéder à d'autres évaluations pour mesurer la faisabilité de la mise en place de transferts de type monétaire.

4.4 Capacités du bureau de pays et profil du personnel

65. Le bureau de pays dispose d'une équipe multidisciplinaire de professionnels spécialisés dans divers domaines, notamment la nutrition, la problématique femmes-hommes, la résilience face au climat, l'agriculture, la construction et les technologies de l'information. Compte tenu de la réorientation programmatique, il renforcera ses capacités là où cela est nécessaire afin de gérer efficacement le portefeuille. Le PAM dispose de cinq bureaux au Nicaragua, dont quatre sur le terrain, ce qui permet à son personnel de suivre les progrès accomplis dans l'exécution des projets et de nouer des relations étroites avec les participants, les bénéficiaires et les autorités compétentes.

4.5 Partenariats

66. Le Nicaragua étant un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, le PAM travaille en coordination avec des partenaires gouvernementaux. Le PAM collaborera avec le Ministère de l'éducation à la mise en œuvre des activités d'alimentation scolaire, en utilisant des mécanismes de communication bien établis et des plans opérationnels annuels pour orienter les distributions de vivres et les activités annuelles de renforcement des capacités. Pour améliorer le système de protection sociale, le PAM entend établir un nouveau partenariat avec le Ministère de l'économie familiale, des associations communautaires et des coopératives et renforcer sa coopération avec le Ministère de la famille, de l'adolescence et de l'enfance. Il entend également entamer une collaboration avec le Ministère de l'économie familiale, des associations communautaires et des coopératives et le Ministère de la femme pour promouvoir l'autonomisation des femmes et l'égalité des genres.
67. Le PAM coordonnera son action avec le Ministère de l'économie familiale, des associations communautaires et des coopératives en ce qui concerne la fourniture de l'appui aux familles cherchant à assurer leur subsistance dans les zones périurbaines et le renforcement de l'intégration des petits exploitants dans les marchés institutionnels. Le travail en partenariat avec l'Institut nicaraguayen de technologie agricole complétera ces efforts et renforcera la résilience des petits exploitants. En ce qui concerne la réduction des risques de catastrophe, le PAM a établi un partenariat avec le SINAPRED, qui dispose de solides capacités en matière de gestion des risques et considère le PAM comme un partenaire stratégique. Le PAM entend également collaborer avec l'Institut nicaraguayen d'études territoriales pour améliorer l'analyse et la diffusion des informations sur le climat.
68. Le PAM va élargir ses partenariats avec d'autres organismes des Nations Unies. L'égalité des genres est un domaine de collaboration qui jouera un rôle clé dans le rapprochement des acteurs grâce à des efforts conjoints visant à générer un changement porteur de transformations. Des partenariats stratégiques et opérationnels seront poursuivis avec la FAO et le FIDA pour promouvoir le développement rural, améliorer les systèmes d'alerte rapide et renforcer les programmes nationaux axés sur les potagers familiaux, la production agricole durable et les liens avec les petits exploitants. Le PAM, l'UNICEF et l'Organisation panaméricaine de la santé travailleront ensemble à la conception de programmes nationaux à dimension nutritionnelle visant à traiter les problèmes qui se présentent tout au long de la vie.
69. Le PAM renforcera sa collaboration avec le monde académique, y compris les universités. Cette collaboration sera essentielle pour produire des données factuelles concernant l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes aux fins de l'élimination de la faim, pour cartographier la vulnérabilité et pour améliorer la collecte de données par les institutions nationales chargées de la réduction des risques de catastrophe.
70. Le PAM favorisera également les partenariats et la coopération Sud-Sud avec d'autres acteurs – notamment les gouvernements des pays d'Amérique latine et des Caraïbes –, qui possèdent une grande expérience dans des domaines présentant un intérêt pour le Nicaragua, comme la protection sociale et la réduction des risques de catastrophe. Ainsi, le PAM continuera de rechercher des possibilités de coopération avec l'initiative "La Méso-Amérique libérée de la faim" et d'autres actions, selon qu'il convient.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

71. Le PAM assurera le suivi de la performance en collaboration avec ses partenaires gouvernementaux, selon une approche axée sur les résultats, tenant compte de la problématique femmes-hommes et permettant de mesurer les indicateurs relatifs aux

effets directs, aux processus et aux produits dans les municipalités ciblées. Le système de suivi sera fondé sur le cadre logique: le PAM réalisera une étude de référence afin de définir les valeurs et les cibles des indicateurs relatifs aux effets directs. Les systèmes électroniques et les appareils mobiles permettront d'optimiser le traitement des données, qui seront recueillies au moyen de visites sur le terrain et d'enquêtes que compléteront les registres fournis par les partenaires et les fournisseurs. Un suivi sera effectué après les distributions, le suivi des effets directs sera effectué chaque année et les résultats seront comparés aux valeurs de référence. Tous les indicateurs seront ventilés par âge et par sexe, de même que l'analyse des résultats. Le PAM s'appuiera sur les remarques des parties prenantes pour élaborer et mettre en œuvre les mesures correctives nécessaires. Si possible, un mécanisme de remontée de l'information venant des bénéficiaires sera mis en place, et le PAM veillera à ce que le personnel chargé du suivi connaisse et maîtrise le suivi tenant compte de la problématique femmes-hommes.

72. Il sera procédé à une évaluation indépendante du portefeuille d'activités, gérée par le Bureau de l'évaluation, afin de répondre aux exigences en matière de responsabilisation concernant la performance et les résultats de l'ensemble du portefeuille de pays du PAM, et d'éclairer l'orientation stratégique future des programmes. Cette évaluation sera complétée par une évaluation décentralisée en 2020, qui sera conçue de façon à apporter les données factuelles et les apprentissages nécessaires.

5.2 Gestion des risques

Risques stratégiques

73. Les catastrophes naturelles, les hausses des prix des denrées alimentaires, les chocs économiques et l'instabilité sociopolitique peuvent nuire à la sécurité alimentaire des ménages à faible revenu, et donc aux résultats du PSP. En outre, les activités criminelles peuvent mettre en danger le personnel et les bénéficiaires du PAM pendant l'exécution des activités. Le PAM suivra la situation et prendra les mesures voulues pour atténuer les risques contextuels grâce à des plans d'urgence.
74. Un faible financement des donateurs et des coupes dans les budgets nationaux pourraient entraver la mise en œuvre du PSP. Pour atténuer ce risque, le PAM a élaboré un plan d'action en matière de partenariat: en cas de difficultés financières, l'assistance alimentaire sera fournie prioritairement aux groupes à faible revenu et vulnérables, y compris les écoliers.
75. Un ralentissement économique national pourrait nuire à la liquidité financière des banques locales. En cas de défaillance des systèmes financiers, le bureau de pays fera appel à des banques internationales ou régionales et demandera l'aide du Siège pour gérer ses décaissements.

Risques opérationnels

76. Comme le PAM soutient des programmes gouvernementaux, il compte sur la capacité du Gouvernement d'assurer une mise en œuvre conjointe efficace: une capacité opérationnelle limitée ou la modification des priorités gouvernementales pourrait mettre en péril la mise en œuvre des activités du PAM. L'engagement ferme des institutions gouvernementales est essentiel, en particulier s'agissant de la promotion de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes. Le PAM s'efforcera de maintenir un dialogue constant avec le Gouvernement afin de préserver la volonté politique.
77. L'engagement spécifique du PAM en matière de protection est décrit dans sa politique en matière de protection humanitaire et dans d'autres cadres d'action et engagements institutionnels, tels que ses politiques relatives aux principes humanitaires, à la consolidation de la paix et à la problématique femmes-hommes, les engagements du Comité permanent interorganisations concernant la responsabilité à l'égard des populations touchées et les mesures de protection contre l'exploitation et les atteintes

sexuelles. Le PAM intègre la protection dans toutes ses opérations afin d'obtenir de meilleurs résultats et d'éviter les éventuelles conséquences négatives pour les femmes, les hommes, les filles et les garçons bénéficiaires, en veillant à ce que l'assistance alimentaire soit fournie dans des conditions sûres, dignes et appropriées, dans le respect des besoins, des droits et des capacités des populations. Les sites des programmes sont sûrs pour les bénéficiaires; des installations adaptées sont mises en place pour protéger le bien-être et la dignité des populations; les activités sont organisées de façon à réduire le plus possible les temps de trajet et d'attente et à tenir compte de la sécurité des bénéficiaires lorsqu'ils se rendent aux points de distributions de vivres; les modalités de ciblage et d'assistance tiennent compte des différences de capacités d'accès aux sites des programmes; et les programmes n'accroissent pas la discrimination ou la stigmatisation.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

TABLEAU 4: BUDGET DE PORTEFEUILLE DU PAYS (en dollars)						
Effet direct stratégique	Année 1 2019	Année 2 2020	Année 3 2021	Année 4 2022	Année 5 2023	Total
1	5 054 592	7 485 449	7 488 863	7 771 264	7 749 487	35 549 654
2	4 806 439	5 021 944	5 097 667	4 813 438	3 807 595	23 547 084
3	290 104	427 739	444 441	465 967	426 511	2 054 762
4	1 066 956	1 632 741	1 637 039	1 698 656	1 183 547	7 218 939
Total	11 218 092	14 567 873	14 668 009	14 749 325	13 167 140	68 370 439

78. La répartition du budget total – plus de 68 millions de dollars – entre les effets directs reflète l'orientation stratégique du PAM au Nicaragua. La plus grande part du budget est allouée à l'effet direct stratégique 1, ce qui montre combien il est important de garantir l'accès à la nourriture dans les zones vulnérables, conformément aux priorités nationales. Une autre part importante du budget est consacrée au renforcement des capacités des institutions nationales et des populations ciblées afin de promouvoir des solutions durables à la faim. Le PAM affectera également des fonds à la promotion de l'égalité des genres au titre de l'effet direct stratégique 3 et de façon transversale dans les autres effets directs stratégiques.

6.2 Perspectives de financement

79. Les perspectives de financement du PAM au Nicaragua sont solides si l'on en croit les prévisions et les contributions confirmées des donateurs actuels et de nouveaux donateurs. Lors de l'élaboration du PSP, le PAM a consulté la communauté des donateurs et ses partenaires, qui ont manifesté un vif intérêt pour le PSP. Les prévisions actuelles et les contributions confirmées représentent 80 pour cent de l'ensemble des besoins de financement du PSP. Au cours des cinq dernières années, le PAM a démontré sa capacité à mobiliser environ 80 pour cent de toutes les ressources dont il avait besoin. Il s'attend à maintenir de bons niveaux de financement étant donné que le PSP a été conçu sur la base des besoins et des projections de financement d'un plan bien financé et opérationnel.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

80. Le PAM va suivre une approche à deux niveaux pour sa stratégie de mobilisation des ressources: premièrement, il va consolider les partenariats avec les donateurs existants de son bureau de pays au Nicaragua et plaider en faveur d'un appui pluriannuel;

deuxièmement, il va chercher des possibilités de nouveaux partenariats, afin d'élargir la base des donateurs. Il s'efforcera également d'obtenir la participation systématique du Gouvernement, qui était le troisième donateur le plus important lors du dernier cycle d'activités du PAM au Nicaragua. Bien que les possibilités de participation du secteur privé au niveau du pays soient limitées, le PAM a reçu un appui constant de la part de donateurs privés au niveau régional et mondial et entend maintenir cet appui tout au long de la mise en œuvre du PSP grâce à une coordination étroite avec son Bureau régional de Panama et ses bureaux de liaison. Pour orienter la mobilisation des ressources, le PAM a élaboré un plan d'action en matière de partenariat.

ANNEXE I**CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE NICARAGUA (2019–2023)**

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 1: D'ici à 2023, les personnes dans les zones ciblées qui vivent dans la pauvreté ou sont vulnérables à l'insécurité alimentaire ont accès à une nourriture adéquate et nutritive tout au long de l'année

Catégorie d'effet correspondante: maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses

Le Gouvernement continue d'accorder la priorité aux repas scolaires et aux réseaux sociaux.

Le bureau de pays dispose des fonds nécessaires pour atteindre les objectifs prévus.

Les prix des aliments qui composent le panier restent stables.

Le PAM a accès à différents sites

Indicateurs d'effet direct

Taux de fréquentation scolaire

Taux de scolarisation

Ratio filles/garçons

Indice de capacité nationale (repas scolaires)

Proportion de formateurs qui conservent des compétences clés en matière de nutrition

Taux de fidélisation

Activités et produits

1. Fournir des repas scolaires nutritifs aux garçons et aux filles scolarisés dans les zones ciblées, en complément du programme national, et renforcer les programmes nationaux de protection sociale tenant compte de la nutrition et de la problématique femmes-hommes, de manière à promouvoir la sécurité alimentaire (Repas scolaires)

Les bénéficiaires des programmes de protection sociale font l'objet d'interventions plus étoffées, efficaces, à dimension nutritionnelle et tenant compte de la problématique femmes-hommes, ce qui leur assure un meilleur accès aux aliments et améliore la consommation d'aliments nutritifs et variés (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les garçons et les filles scolarisés dans les zones ciblées et leurs parents bénéficient d'installations améliorées pour le stockage et la préparation des aliments, qui sont le gage d'un accès sûr aux aliments (A: Ressources transférées)

Les garçons et les filles scolarisés bénéficient d'un programme national d'alimentation scolaire à dimension nutritionnelle, qui repose sur les achats locaux et sur des conseils en matière de nutrition, aux fins de l'amélioration du comportement nutritionnel (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les garçons et les filles scolarisés dans les zones ciblées bénéficient de repas scolaires nutritifs, ce qui permettra de satisfaire leurs besoins alimentaires essentiels et de promouvoir l'accès à l'éducation (A: Ressources transférées)

Effet direct stratégique 4: Les populations touchées par des chocs ont accès à des aliments adéquats et nutritifs pendant et après une situation d'urgence

Catégorie d'effet correspondante:
maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Domaine d'action privilégié:
intervention face à une crise

Hypothèses

Le bureau de pays dispose des fonds nécessaires pour atteindre les objectifs prévus.

Le PAM dispose des capacités logistiques et techniques et des ressources humaines nécessaires pour accéder aux sites touchés.

Le Gouvernement demande l'appui du PAM pour fournir une assistance.

Indicateurs d'effet direct

Taux de fréquentation scolaire

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de consommation alimentaire

Ratio filles/garçons

Taux de fidélisation

Activités et produits

5. Fournir une assistance alimentaire aux populations touchées par des chocs (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

Les populations touchées par des catastrophes et autres crises ont accès à des aliments nutritifs répondant à leurs besoins alimentaires pendant et après ces situations d'urgence (A: Ressources transférées)

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire**Résultat stratégique 4: Les systèmes alimentaires sont durables**

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2023, les communautés vulnérables et les petits exploitants dans les zones ciblées bénéficient de systèmes alimentaires durables et disposent de capacités accrues pour faire face aux chocs, au changement climatique et aux risques naturels

Catégorie d'effet direct correspondante: Amélioration de l'adaptation des ménages et de leur résilience face aux chocs climatiques et autres

Domaine d'action privilégié: Renforcement de la résilience

Hypothèses

Le PAM dispose des fonds nécessaires pour mener à bien les activités prévues.

Le Gouvernement maintient les priorités énoncées dans son Programme national de développement humain et son partenariat avec le PAM.

La stabilité et la sécurité sociopolitiques permettent la mise en œuvre des programmes et activités du PAM.

Les prix des biens et services sur les marchés nationaux et internationaux restent relativement stables, ce qui permet au PAM de planifier et d'exécuter régulièrement ses activités.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Score de consommation alimentaire

Pourcentage de petits exploitants (hommes/femmes) vendant leur production par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Valeur et quantité des produits vendus avantageusement par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Activités et produits

2. Fournir une assistance technique aux institutions gouvernementales en matière de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique, afin d'atténuer la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des populations exposées à des catastrophes (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les populations vulnérables aux phénomènes climatiques bénéficient de capacités gouvernementales accrues en matière de gestion des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique de façon à promouvoir la sécurité alimentaire (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les petits exploitants et les populations vulnérables aux risques naturels et au changement climatique bénéficient de systèmes améliorés d'alerte rapide et d'information qui accroissent la résilience face au climat et favorisent la durabilité des systèmes alimentaires (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les populations vulnérables bénéficient de capacités institutionnelles accrues, l'objectif étant d'améliorer la préparation aux situations d'urgence et de protéger la sécurité alimentaire (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

3. Fournir une assistance technique aux petits exploitants afin d'accroître leur résilience, d'améliorer leurs moyens d'existence et de réduire leur vulnérabilité face aux phénomènes climatiques destructeurs (Adaptation au changement climatique et gestion des risques)

Les agriculteurs et les agricultrices reçoivent une formation, des intrants agricoles, des services et des informations sur le climat selon des modalités équitables, ce qui les aide à améliorer leur résilience et leur adaptation au changement climatique (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les agriculteurs et les agricultrices reçoivent une formation, des services et des intrants selon des modalités équitables, ce qui les aide à accroître leurs ventes sur les marchés structurés et institutionnels et donc à améliorer leurs revenus et leur sécurité alimentaire (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

Les agricultrices reçoivent une formation, des services et des intrants dans le cadre de la stratégie pour l'autonomisation économique des femmes, ce qui les aide à avoir un meilleur accès aux marchés et donc à accroître leurs revenus et leur sécurité alimentaire (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

Résultat stratégique 5: Les pays en développement disposent de capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2023, les institutions nationales disposent de capacités accrues pour faire progresser l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et incorporer des approches propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes dans les programmes, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif Faim zéro

Catégorie d'effet direct correspondante: Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses

Les partenaires gouvernementaux sont disposés à participer à des activités visant à renforcer l'égalité des genres.

Le Gouvernement du Nicaragua continue d'accorder la priorité à la mise en œuvre de sa politique en matière de problématique femmes-hommes.

Indicateurs d'effet direct

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits**4. Fournir une assistance technique au Gouvernement aux stades de l'élaboration et de la mise en œuvre d'interventions propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes en faveur de l'égalité des genres, de la sécurité alimentaire et de la nutrition (Renforcement des capacités institutionnelles)**

Les Nicaraguayens bénéficient de connaissances, de données factuelles et d'activités de sensibilisation renforcées qui favorisent l'équité des relations femmes-hommes et contribuent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les Nicaraguayens bénéficient de politiques propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes et de programmes de protection sociale et de production qui favorisent l'égalité des genres et la sécurité alimentaire (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences****Résultats transversaux**

C.1.1: Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité**Résultats transversaux**

C.2.1: Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM**Résultats transversaux**

C.3.1: Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2: Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3: Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

C.4. Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement**Résultats transversaux**

C.4.1: Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (<i>en dollars</i>)					
	Résultat stratégique 1	Résultat stratégique 1	Résultat stratégique 4	Résultat stratégique 5	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	
Domaine d'action privilégié	Renforcement de la résilience	Interventions en cas de crise	Renforcement de la résilience	Causes profondes	
Transferts	26 687 750	5 585 826	16 995 374	1 480 513	50 749 464
Mise en œuvre	2 665 171	384 561	2 511 194	216 251	5 777 177
Coûts d'appui directs ajustés	4 027 036	807 958	2 603 370	232 590	7 670 954
Total partiel	33 379 957	6 778 346	22 109 938	1 929 354	64 197 595
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	2 169 697	440 592	1 437 146	125 408	4 172 844
Total	35 549 654	7 218 939	23 547 084	2 054 762	68 370 439

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
INIDE	<i>Instituto Nacional de Información de Desarrollo</i> (Institut national d'information sur le développement)
ODD	objectif de développement durable
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
SINAPRED	Système national de prévention des catastrophes, d'atténuation de leurs effets et d'intervention
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance